

*Questions orales*

personnes qualifiées, un objectif précis qui est tout à fait différent de celui de l'avortement.

**M<sup>me</sup> Clancy:** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au vice-premier ministre.

Les intentions du ministre sont louables, mais il est crucial d'exclure le débat de l'avortement. Le ministre voudrait-il inscrire clairement dans le mandat de la commission que l'avortement n'en fait pas partie.

**Mme Vézina:** Monsieur le Président, le mandat de la commission me semble assez clair et demande, justement, de faire une étude sur les répercussions du plan de la santé, de la recherche et de l'intérêt public et de recommander les politiques et les précautions à prendre lorsqu'il s'agit de programmes médicaux et scientifiques actuels et éventuels.

Nous préparons le présent et nous travaillons pour l'avenir pour, justement, éviter des situations comme celles qui prévalent actuellement.

\* \* \*

[Traduction]

**LES FORÊTS**

**M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État aux Forêts.

En juillet dernier, le ministre a admis que la taxe de 15 p. 100 frappant les exportations de bois d'oeuvre a eu des effets désastreux sur l'industrie. Il a déclaré qu'il ferait une proposition aux Américains pour tâter le terrain avant de leur adresser un avis d'annulation du protocole d'entente.

Le ministre peut-il faire le point?

**L'hon. Frank Oberle (ministre d'État (Forêts)):** Monsieur le Président, il est vrai que j'ai dit plus tôt cette année que la taxe sur le bois d'oeuvre constituait un facteur mineur contribuant aux difficultés économiques éprouvées par le secteur du bois de construction, notamment dans le nord de l'Ontario où se situe la circonscription du député.

Nous avons avisé les Américains que nous voulions revoir la question. Entre temps, nous tenons des réunions avec les provinces afin de recueillir les éléments de

preuve dont nous avons besoin pour présenter aux États-Unis notre proposition d'annulation du protocole.

**M. Bélair:** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Il va sans dire que le nord de l'Ontario a beaucoup souffert de cette taxe. Le ministre vient de dire que les Américains sont disposés à nous écouter.

À quoi peut-on s'attendre du gouvernement américain à ce propos?

**M. Oberle:** Monsieur le Président, j'ai dit que nous avons avisé les Américains que nous voulions renégocier le protocole, et non pas qu'ils étaient disposés à nous écouter.

Ce que j'ai dit, c'est que nous en sommes à la constitution du dossier grâce auquel nous pourrions négocier l'annulation du protocole.

\* \* \*

**LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. L'an dernier encore, le premier ministre promettait d'améliorer, non de démolir l'assurance-maladie.

Hier soir, les représentants de l'Association médicale canadienne ont comparu devant le Comité des finances, et ces médecins ont mis en doute l'engagement du gouvernement actuel envers l'assurance-maladie. Ils ont déclaré que la taxe sur les produits et services allait faire augmenter de façon spectaculaire les coûts de fonctionnement de nos hôpitaux ainsi que les coûts d'exploitation pour les médecins et autres professionnels de la santé. Ils ont affirmé que la taxe sur les produits et services allait faire augmenter les coûts des soins de santé.

Le ministre des Finances expliquera-t-il comment la TPS, en rendant le système de soins de santé plus coûteux, constitue une amélioration pour ce système?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je n'ai pas lu tout le mémoire de l'Association médicale canadienne, mais le député sait sans doute que les services médicaux, les appareils médicaux et les médicaments d'ordonnance sont tous exonérés de la taxe sur les produits et services.

Voilà qui démontre très clairement à mon avis notre engagement envers le système de soins de santé au